

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



C/Adm 610 (CS)
UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC, LEOPOLDVILLE

No. 9768/DG/dm
Ref.: C/ADM/610 Gen

Leopoldville, 4 October 1962.

To: Special Legal Advisor

From: Chief Procurement Officer *P. A. Chapiro*

Subject: Contract with "LA FRANCAISE" for maintenance
and repair of Thermofax Machines.

1. Attached for your records please find two copies
.... of the above mentioned contract.

CONTRAT

ENTRE

d'une part :

l'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO
représentée par M. S.H. AHMED, Chef
des Services Administratifs, ci-après
dénommée "les Nations Unies" ou "l'ONUC";

ET

d'autre part :

la Compagnie Congolaise de Commerce et
de Représentation "LA FRANCAISE" s.c.r.l.
représentée par M. PAUWELS, Administra-
teur, ci-après dénommée "LA FRANCAISE";

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1. La Française s'engage à entretenir et réparer les machines à photocopier de marque Thermofax désignées sur la liste en annexe, en accord aux termes établis ci-après :

- Ce contrat est valable seulement à Léopoldville et dans ses environs.
- Il est convenu que ce contrat n'oblige pas l'ONUC à confier à La Française toutes les machines à photocopier de marque Thermofax lui appartenant, et que l'entretien ou la réparation confié par l'ONUC à tout autre atelier ne peut être considéré comme une violation aux termes du présent contrat.
- L'entretien et les réparations doivent être effectués très soigneusement et à règle d'art par un personnel spécialisé.

Article 2. Le présent contrat entrera en vigueur le 1er Septembre 1962. Il est conclu pour une période indéterminée et peut être résilié n'importe quand par chacune des parties moyennant préavis d'au moins 30 jours notifié par simple lettre délivrée par porteur, sans qu'aucune des parties n'ait le droit d'exiger une indemnité quelconque.

Article 3. La Française s'engagera à effectuer l'entretien des machines Thermofax tous les trois mois à la même date, et les réparations dans le délai d'une semaine à partir de la date de réception de la machine à réparer. Ce contrat comprendra aussi une révision annuelle.

Article 4. Tous les trois mois la Française adressera au Chef du Service de l'Intendance de l'ONUC, sa facture en quatre exemplaires

Article 4 (suite)

pour l'entretien des machines, décomptée selon le tarif ci-après exprimé en francs Congolais :

Entretien trimestriel et/ou révision annuelle 375 Frs.C. chacun. Le prix mentionné ci-dessus comprend le nettoyage, la vérification, le réglage et le graissage de la machine; la révision annuelle comprendra en outre, une vérification générale de la machine avec démontage complet si nécessaire.

Article 5. Toutes réparations et fourniture de pièces ou accessoires feront l'objet d'un devis séparé pour chaque machine et aucun travail ne pourra être entrepris par La Française avant que ne soit reçu un Bon de Commande de l'ONUC reprenant la référence du devis intéressé, signé par le Chef du Service de l'Intendance ou son Adjoint. Les pièces de rechange et accessoires seront facturés par La Française au prix net de catalogue.

Article 6. Au cas où il serait prouvé qu'au cours des entretiens et des réparations ou du transport à l'atelier, La Française aurait endommagé des machines à elle confiées par l'ONUC, La Française devra les réparer à ses frais.

Article 7. Toutes contestations et litiges entre les parties, auxquels donnerait lieu l'exécution du présent contrat seront soumis, à la demande de l'une des parties, à un arbitrage d'après la procédure arbitrale de la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale.

Article 8. Tout Amendement aux articles ci-dessus sera constaté par écrit et annexé sous forme d'Avenant au présent contrat avec lequel il formera un tout au contrat.


Article 9. Le présent contrat n'implique aucune dérogation aux privilèges et immunités dont jouit l'Opération des Nations Unies.

Fait en français à Léopoldville, le 24 Mai 1962.

Pour LA FRANÇAISE

pour l'OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO


M. PAUWELS
Administrateur


S.H. AHMED
Chef des Services Administratifs

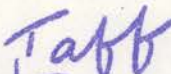
VISAS ONUC

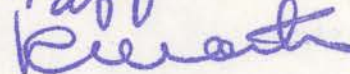
le Conseiller Juridique Spécial: C. TAFF

le Chef du Service d'Inspection: P.C. MARTIN

le Chef du Service de l'Intendance: A.W. COOPER

le Chef des Services Généraux: B. KAPLAN









Liste des Machines à photocopier

1. Numéro :	03-3314499	En usage à :	Room 713	Cables Unit
2.	03-33222A		614	CAO's Office
3.	44AB 36991A		632	Officer-in-Charge
4.	CB33213A		232	Civilian Operations
5.	12807		Semois C-3	UNESCO
6.	00797B		141	Logistics
7.	44AB35235B		422	Military Information

C. Taff
[Signature]

[Signature]

CONTRAT

ENTRE

d'une part :

l'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO
représentée par M. S.H. AHMED, Chef
des Services Administratifs, ci-après
dénommée "les Nations Unies" ou "l'ONUC";

ET

d'autre part :

la Compagnie Congolaise de Commerce et
de Représentation "LA FRANCAISE" s.c.r.l.
représentée par M. PAUWELS, Administra-
teur, ci-après dénommée "LA FRANCAISE";

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1. La Française s'engage à entretenir et réparer les machines à photocopier de marque Thermofax désignées sur la liste en annexe, en accord aux termes établis ci-après :

- Ce contrat est valable seulement à Léopoldville et dans ses environs.
- Il est convenu que ce contrat n'oblige pas l'ONUC à confier à La Française toutes les machines à photocopier de marque Thermofax lui appartenant, et que l'entretien ou la réparation confié par l'ONUC à tout autre atelier ne peut être considéré comme une violation aux termes du présent contrat.
- L'entretien et les réparations doivent être effectués très soigneusement et à règle d'art par un personnel spécialisé.

Article 2. Le présent contrat entrera en vigueur le 1er Septembre 1962. Il est conclu pour une période indéterminée et peut être résilié n'importe quand par chacune des parties moyennant préavis d'au moins 30 jours notifié par simple lettre délivrée par porteur, sans qu'aucune des parties n'ait le droit d'exiger une indemnité quelconque.

Article 3. La Française s'engagera à effectuer l'entretien des machines Thermofax tous les trois mois à la même date, et les réparations dans le délai d'une semaine à partir de la date de réception de la machine à réparer. Ce contrat comprendra aussi une révision annuelle.

Article 4. Tous les trois mois la Française adressera au Chef du Service de l'Intendance de l'ONUC, sa facture en quatre exemplaires

Article 4 (suite)

pour l'entretien des machines, décomptée selon le tarif ci-après exprimé en francs Congolais :

Entretien trimestriel et/ou révision annuelle 375 Frs.C. chacun. Le prix mentionné ci-dessus comprend le nettoyage, la vérification, le réglage et le graissage de la machine; la révision annuelle comprendra en outre, une vérification générale de la machine avec démontage complet si nécessaire.

Article 5. Toutes réparations et fourniture de pièces ou accessoires feront l'objet d'un devis séparé pour chaque machine et aucun travail ne pourra être entrepris par La Française avant que ne soit reçu un Bon de Commande de l'ONUC reprenant la référence du devis intéressé, signé par le Chef du Service de l'Intendance ou son Adjoint. Les pièces de rechange et accessoires seront facturés par La Française au prix net de catalogue.

Article 6. Au cas où il serait prouvé qu'au cours des entretiens et des réparations ou du transport à l'atelier, La Française aurait endommagé des machines à elle confiées par l'ONUC, La Française devra les réparer à ses frais.

Article 7. Toutes contestations et litiges entre les parties, auxquels donnerait lieu l'exécution du présent contrat seront soumis, à la demande de l'une des parties, à un arbitrage d'après la procédure arbitrale de la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale.

Article 8. Tout Amendement aux articles ci-dessus sera constaté par écrit et annexé sous forme d'Avenant au présent contrat avec lequel il formera un tout au contrat.

Article 9. Le présent contrat n'implique aucune dérogation aux privilèges et immunités dont jouit l'Opération des Nations Unies.

Fait en français à Léopoldville, le 24 Mai 1962.

Pour LA FRANÇAISE

pour l'OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO

[Signature]
M. PAUWELS
Administrateur

[Signature]
S.H. AHMED
Chef des Services Administratifs

VISAS ONUC

le Conseiller Juridique Spécial: C. TAFF

le Chef du Service d'Inspection: P.C. MARTIN

le Chef du Service de l'Intendance: A.W. COOPER

le Chef des Services Généraux: B. KAPLAN

C. Taff

P.C. Martin

A.W. Cooper

B. Kaplan

Liste des Machines à photocopier

1. Numéro :	03-3314494	En usage à :	Room 713	Cables Unit
2.	03-33222A		614	CAO's Office
3.	44AB 36991A		632	Officer-in-Charge
4.	CB33213A		232	Civilian Operations
5.	12807		Semois C-3	UNESCO
6.	00797B		141	Logistics
7.	44AB35235B		422	Military Information

C. Taff
[Signature]

[Signature]

C/Adm 610 Am. Staff
27

MEMORANDUM OF AGREEMENT made as of the 1st. day of August 1962 BETWEEN ONUC, Leopoldville, République of the Congo, and POTHITOS Aristide, B.P. 2767, Leopoldville, c/o PERGOLA Restaurant, Bd. Albert ler No. 15 (hereinafter referred to as the Contractor).

WHEREAS, ONUC has a fully equipped mess as defined in this Agreement, and,

WHEREAS, the parties hereto are desirous of entering into an Agreement whereby the Contractor shall manage and operate the ONUC mess and shall extend to ONUC the benefits of the Contractor's management and operation experience in the restaurant field upon the terms and conditions hereinafter set forth,

NOW THEREFORE THIS AGREEMENT WITNESSETH that, in consideration of the covenants herein contained, and other good and valuable consideration, ONUC and the Contractor hereby agree, as follows:

1. SCOPE OF AGREEMENT:

Subject to the provisions of this Agreement, the Contractor agrees to manage and operate the ONUC mess facilities located within the Leopoldville area and to provide catering services as and when required by ONUC.

2. FURNISHING OF ONUC MESS FACILITIES:

ONUC shall make available to the Contractor free of charge the use of the ONUC mess facilities for the duration of this Agreement and ONUC shall furnish to the Contractor without charge all space, light, power, telephone, gas, hot and cold water necessary for the management and operation of the ONUC mess facilities.

3. PAYMENT OF FEES:

Subject to the provisions of this Agreement, ONUC agrees to pay the Contractor, in the manner hereinafter provided, in full compensation for the performance of the Contractor's obligations under this Agreement, the following sums:

CF 100,000 (payable on 1 September 1962)
US\$ 4,500 (payable in equal installments on 1 September,
1 October and 1 November).

4. SERVICES:

(a) The Contractor agrees to furnish to such persons as ONUC may designate, complete restaurant and catering services on the premises of the mess in Leopoldville at such time and in such quantities and varieties and prices as ONUC may, from time to time, designate to the Contractor in writing. The Contractor shall collect from each designated person ONUC coupons in the full amount of the charges for food and beverages furnished.

(b) The Contractor shall furnish such personnel as are determined by ONUC to be necessary for the proper operation of the mess, including the kitchens, bars and dining room. The number of personnel to be engaged, the wages to be paid them and conditions of service shall be subject to prior approval in writing by ONUC. ONUC reserves the right to require the Contractor to terminate the employment of any of the personnel, alter the wages paid and conditions of service, or either increase or reduce the staff employed by the Contractor for the purpose of this agreement.

(c) All persons engaged for the fulfillment of the Contractor's obligations under this Agreement shall be employees of the Contractor. The Contractor, for the purpose of this Agreement shall be treated as an independent Contractor.

(d) ONUC reserves the right to furnish all food stuffs and supplies to be used at the mess. The Contractor, however, with the written approval of ONUC shall carry out the local procurement of such food stuffs and supplies as may be required for the operation of the mess, at the best prevailing prices and to afford ONUC any discounts allowed by suppliers. ONUC shall have the right to examine the records of the Contractor's buying services to examine deliveries and invoices and to obtain such information as may be necessary to ensure that prices actually paid to suppliers are at the lowest possible level.

(e) The Contractor shall furnish uniforms for his staff which are acceptable to ONUC.

5. MANAGEMENT OF PERSONNEL:

The Contractor shall furnish, without expense to ONUC, personnel and facilities of the Contractor's organization necessary to the supervision of the operations under this Agreement (including a qualified restaurant manager) to supervise the operation of the ONUC mess.

6. OPERATING EXPENSES:

The Contractor shall pay the following charges, which shall be reimbursed in Congolese francs by ONUC:

(a) Salaries and social security taxes of personnel not engaged for supervisory functions. The term "salary" as here used shall include salary for overtime paid to such personnel, it being understood that no charge shall be made to ONUC for regular salary, overtime or social security taxes for management personnel,

(b) The laundering of table linens, towels, uniforms and other items required for the operation of the mess.

(c) Any other items which have been approved in writing by ONUC.

(d) There shall be no payments by ONUC under 6 (a) above for the period 1 through 31 August. Costs incurred by the Contractor for this period are included in the payments under Section 3.

7. ENTITLEMENT TO PROFITS:

The Contractor shall not be entitled to share in any profits which may accrue under this Agreement from the operation of the mess, bar or any other facility.

8. WARRANTY:

The Contractor warrants:

(a) That the ONUC mess facilities will be operated by the Contractor in accordance with the standards and practices prescribed by ONUC.

(b) That the Contractor shall make available to ONUC all advantages, savings and benefits that may accrue from collective buying, volume purchases and trade discounts by reason of the Contractor's other operations.

(c) That the method of handling, storage and use of supplies and the conditions and qualities of all supplies shall be in conformity with good restaurant practice and subject always to the approval and inspection of ONUC.

9. RECORDS:

The Contractor shall maintain a separate and complete set of books and records, in which shall be recorded all transactions relating to the operation of the ONUC mess facilities by the Contractor under the terms of this Agreement. Said records and books shall at all times be open to the inspection and audit by ONUC, which shall have the right to require the installation of such revisions in such books and records as it may deem appropriate. The coupons in Section 4 (a) above shall be included in these records.

10. STOCK CONTROL:

The Contractor shall maintain stock records in a manner prescribed by ONUC and shall be responsible for all supplies issued to him or purchased by him on orders of ONUC. Food stocks shall be maintained for the exclusive use of the mess, or other purposes authorized in writing by ONUC. Stocks on hand shall be reconciled monthly or at such other periods as determined by ONUC. The Contractor shall be responsible for the replacement in kind, or the deduction of their dollar value from his fee, of any stocks lost or missing as a result of negligence or mismanagement by the Contractor or his agents.

11. ACCOUNTING REPORTS:

(a) The Contractor shall, on request from ONUC, submit such statements as ONUC may determine to be necessary for accounting purposes.

(b) The Contractor shall take such inventories of equipment and supplies as ONUC may request.

12. OBSERVANCE OF THE LAW:

The Contractor warrants that it shall comply with all valid laws, ordinances, rules and regulations bearing on the performance of its obligations under the terms of this Agreement, except where specifically exempted by instructions from ONUC in writing.

13. RETURNING ONUC PROPERTY:

Any ONUC property, including expendable supplies and all inventories which should be in the possession of the Contractor at the date of termination of this Agreement shall be returned to ONUC on demand. The Contractor shall fully compensate ONUC for any shortages arising due to the fault of the Contractor, or his agents or employees. Said shortages shall not be deemed to include shortages considered to be normal and unavoidable according to good restaurant practices. The obligation of the Contractor to return any property to ONUC under the provisions of this section shall be fulfilled by the Contractor delivering any such property to a duly authorized representative of the United Nations at the place of business of ONUC.

14. INSTRUCTIONS:

For the purposes of this Agreement the Contractor will receive his instructions only from the Chief Administrative Officer of ONUC or his duly authorized representative.

15. DURATION:

This Agreement is concluded for the period beginning 1 August 1962 and ending 31 October 1962.

16. ARBITRATION:

Any claim or controversy arising out of or relating to this Agreement or to the performance or breach thereof shall be settled by arbitration in accordance with the rules of the International Chamber of Commerce.

17. PRIVILEGES AND IMMUNITIES:

Nothing contained in this Agreement shall be deemed a waiver, express or implied, of any privilege or immunity which the United Nations may enjoy.

IN WITNESS WHEREOF, the parties have executed this Agreement this

... ^{1st} day of *August* A. D. 1962

O. N. U. C.

By *[Signature]*

By *[Signature]*

c/p 46/0

21 September

2

Chief Procurement Officer

C. Taff, Special Legal Adviser

Contract for maintenance and repair of air conditioners (Final Draft)

I wish to advise that I see no objection from the legal point of view to the revised draft agreement with Chanic for the maintenance and repair of air conditioners.

cc. Chief Audit and Inspection Service

CT/ma

21 September

2

Mr. C.C. Timbrell, Deputy Chief Administrative Officer

C. Taff, Special Legal Adviser

Vehicles rented by ONUC

... I am transmitting herewith a letter from R. Van Goethem et Cie dated 12 September 1962, with a rough translation, together with my reply thereto. I take it that, on the basis of this correspondence you will see to it that the terms of our agreement with R. Van Goethem et Cie are fully adhered to by our field offices and that, subsequently, not more 20 vehicles be leased by ONUC, and that the driver in each case be an ONUC chauffeur.

... Encl.

CC/ma

20 September

2

Mr. C.C. Timbrell, Deputy Chief Administrative Officer

C. Taff, Special Legal Adviser

Payments to Chanic arising from the dollar escalator clause

1. With reference to our conversation of this afternoon with Mr. Ahmed, I wish to confirm herewith my opinion that payment of the additional amount of francs requested by Chanic, pursuant to the terms of the dollar escalator clause contained in the lease agreement with ONUC, is required under the terms of this lease, and will not violate any provision of Congolese law.

2. I have amended the terms of your draft memorandum of 18 September to Mr. Messeri on the basis of our conversation with Mr. Ahmed, and I am transmitting the same herewith for your approval.

...

...

Encl.

ST/mm

C/ADM 6/10

CONFIDENTIAL

19 September

2

Mr. C.C. Timbrell, Deputy Chief Administrative Officer

C. Taff, Special Legal Adviser

Contract with Mr. De Vries

1. I would be obliged if you would let me know whether a contract should be prepared at this time providing for the payment of compensation to Mr. De Vries for architectural services rendered in connection with the acquisition of land for an ONUC radio transmitter site. As you know, it was decided several weeks ago to send Mr. De Vries a letter of intent obligating ONUC to compensate him for his services, and to follow up this letter with a formal contract with ONUC on the subject.
2. Since that decision was made, the letter of intent was sent out to Mr. De Vries. It appears, however, that Mr. Piir has denied that Mr. De Vries did in fact render any substantial services in connection with the preparation of the plans for the building to house the radio transmitter. Moreover, I understand from Mr. Lanser that there were so many squatters on the site, in respect of which ONUC entered into a contract with the Provincial Government, that it has not been possible to use the area for the purpose intended.
3. In view of these considerations, the question arises as to whether ONUC is obligated to compensate Mr. De Vries in the amount he requested, the terms of our letter of intent notwithstanding. Your advice on this matter will be appreciated.

cc. Mr. Lanser

CT/mn

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC, LEOPOLDVILLE

Nº 9285/DG/ga

12 September 1962

Ref.: C/ADM 6IO Gen

TO : Special Legal Adviser
FROM : Chief Procurement Officer *A. M. Cooper*
SUBJECT : Contract for maintenance and repair of
air conditioners (Final Draft)

Reference : Your memorandum of 29 August 1962.

.....
1. Your comments to the first draft of the above mentioned contract have been discussed with Chanic and are now incorporated in the final draft which is submitted herewith for your comments and/or approval.

2. Please note that comments from Audit and Inspection Service have also been included.

c.c. Chief Audit and Inspection Service

CONTRAT

pour l'entretien et la réparation des conditionneurs d'air

ENTRE

d'une part :

l'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO,
représentée par M. S.H. AHMED, Chef des
Services Administratifs, ci-après
dénommée "les Nations Unies" ou "l'ONUC";

ET

d'autre part :

la Société CHANIC, représentée par son
Chef de Division M. V. BLANCHARD, ci-après
dénommée "CHANIC";

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1. CHANIC s'engage à entretenir et réparer les conditionneurs d'air qui lui seront confiés par l'ONUC en accord aux termes établis ci-après :

- Ce contrat est valable seulement à Léopoldville.
- Il est convenu que ce contrat n'oblige pas l'ONUC à confier à Chanic tous les conditionneurs d'air détaillés à l'Article 4 du présent contrat, et que la réparation de ces appareils confiée par l'ONUC à tout autre atelier, ne peut être considérée comme une violation aux termes du présent contrat.
- Chanic s'engage à assurer l'entretien périodique trimestriel des conditionneurs à lui confiés, suivant les instructions des fabricants ainsi que les réparations qui lui seront demandées par l'ONUC.
- L'entretien et les réparations doivent être effectués par un personnel spécialisé, très soigneusement et selon les règles de l'art.

Article 2. Le présent contrat entrera en vigueur le
Il est conclu pour la durée d'une année, avec option pour l'ONUC de le renouveler à son échéance pour des périodes successives de six mois. Cependant, au cas où l'ONUC cesserait ses activités avant la fin de la première année de contrat, elle pourra y mettre fin moyennant préavis de trente jours donné par lettre recommandée.

Article 3. La Société s'efforcera d'effectuer les entretiens des conditionneurs tous les trois mois à la même date, et les réparations dans le meilleur délai possible (normalement dans les délais de 10 jours à partir de la date de réception des appareils à réparer), sous réserve que la Société soit en possession des rechanges nécessaires.

Article 4. Chaque trimestre Chanic adressera au Chef des Services Généraux de l'ONUC à Léopoldville, sa facture pour l'entretien des conditionneurs d'air. Chanic effectuera les entretiens trimestriels des conditionneurs selon le détail ci-après :

1o) Building "Le Royal"

a)	211	unitaires	Westinghouse
b)	2	"	General Electric
c)	2	"	Frigibel
d)	1	"	Philco
e)	1	"	Gibson
f)	<u>40</u>	"	General Electric (Res-de-Chaussée)
Total		257	

2o) Bâtiment "Finances"

a)	6	unitaires	Westinghouse
b)	2	"	Frigibel
c)	4	"	Frigibel
d)	<u>2</u>	"	Gibson
Total		14	

3o) Building "Lesse"

30 unitaires Westinghouse

- 4o) Le prix de l'entretien trimestriel par conditionneur est fixé à 224 francs Congolais. Ce prix est calculé sur la base des 300 appareils susmentionnés.
- 5o) Le prix par conditionneur est revisable d'un commun accord en fonction du coût de la main-d'oeuvre.

Article 5. L'entretien trimestriel des conditionneurs comprend : le nettoyage, le graissage, le réglage de chacun des appareils, d'une façon générale, leur entretien en bon état de fonctionnement.

Le forfait comprend la fourniture des ingrédients nécessaires au nettoyage, huile, graisse, détergent, lavettes, etc.

La fourniture des pièces de rechange quelles qu'elles soient, de même que les filtres, n'est pas comprise dans le forfait.

Les travaux de réparation qui pourront être effectués sur place, sans outillage spécial et avec remplacement de pièces normales (fusibles, condensateurs, solénoïdes, etc. seront effectués par Chanic et facturés à l'ONUC après réception d'un bon de réparation autorisant la réparation et le remplacement des pièces nécessaires.

Toutes grandes réparations, telles que : recharge fréon, remplacement du compresseur, réparation et/ou remplacement tuyauterie, etc., seront effectuées à l'atelier Chanic, elles feront l'objet d'un devis séparé pour chaque appareil et aucun travail ne pourra être entrepris par Chanic avant que ne soit reçu de l'ONUC un Bon de commande, reprenant la référence du devis intéressé, signé par le Chef du Service de l'Intendance ONUC ou par son Adjoint.

L'ONUC se réserve le droit de faire exécuter par tout autre atelier les réparations pour lesquelles le devis de la Société ne serait pas accepté.

Les réparations en général seront facturées chaque fin de mois.

Article 6. La prise en charge par Chanic des entretiens ci-dessus n'implique aucune obligation de maintenir un stock de pièces de rechange pour les conditionneurs de marque autre que Westinghouse. Chanic cependant s'efforcera de se procurer les pièces disponibles sur le marché local.

Article 7. L'ONUC s'engage à mettre à la disposition de Chanic un petit atelier pour y entreposer son outillage et les pièces de rechange de première nécessité.

Article 8; Dans l'exécution des termes du présent contrat il est entendu que Chanic prend à sa charge exclusive tous les frais d'administration et d'assurance relatifs à son personnel, quel que soit son régime et son statut d'emploi. Les fonctionnaires, employés, agents et techniciens de Chanic ne sauront en aucun cas être considérés comme agents de l'ONUC. Chanic est responsable de tout dommage résultant des actes, omissions et négligence de ses employés et agents.

Article 9. Toutes contestations et litiges entre les parties, auxquels donnerait lieu l'exécution du présent contrat, seront soumis à la demande de l'une des parties, à un arbitrage d'après la procédure arbitrale de la Cour d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale.

Article 10. Tout amendement aux articles ci-dessus sera constaté par écrit et annexé sous forme d'avenant au présent contrat avec lequel il formera un tout au contrat.

Article 11. Le présent contrat n'implique aucune dérogation aux privilèges et immunités dont jouit l'Organisation des Nations Unies.

Fait en Français à Léopoldville, le

Pour Chanic

Pour l'Organisation des Nations Unies
au Congo

VISAS ONUC:

le Conseiller Juridique Spécial:

le Chef du Service d'Inspection:

le Chef du Service de l'Intendance:



BOITE POSTALE 307 B
ELISABETHVILLE
CABLE: ONUC, ELISABETHVILLE

AVIS D'ADJUDICATION

From

To

Subject

Date

O B J E T

- : - Transformation du complexe
des installations AMATO,
Avenue des Savonniers, Eli-
sabethville, en bâtiments à
usage militaire.

DELAI D'EXECUTION

- : - A proposer par le soumis-
sionnaire
- MAXIMUM: 2½ mois (deux mois
et demi).

DATE ET LIEU

D'OUVERTURE DES SOUMISSIONS:

- 10 h.00 - heures locales
- Le 6 juin 1962
- ONUC-SERVICE DU LOGEMENT
29, Avenue Gambela
ELISABETHVILLE.

RENSEIGNEMENTS
ET CONSULTATIONS

- : - ONUC-SERVICE DU LOGEMENT
29, Avenue Gambela
ELISABETHVILLE.

J. LOSSKY
Chef du Service du Logement



de page 2 à page 14

BOITE POSTALE 907 B
ELISABETHVILLE
CABLE: ONUC, ELISABETHVILLE

From

To

Subject

Date

AMENAGEMENT D'UN CAMP MILITAIRE A L'AVENUE DES SAVONNIERS,
ELISABETHVILLE

L'objet de la présente adjudication comprend :

- a) Travaux d'adjonctions, de suppressions, de modifications sur la base de bâtiments existants en vue de l'aménagement d'un camp militaire;
- b) Travaux de terrassement;
- c) Installations sanitaires et drainage;
- d) Les installations d'électricité ainsi que le mobilier dessiné sur les plans ne font pas partie de la présente adjudication.
- e) Les travaux faisant l'objet de l'entreprise visent uniquement les bâtiments (2), (3), (4), (6), (7), (8) du plan d'ensemble annexé.
- f) Délai d'exécution : 2½ mois (deux mois et demi).

MP/atm.-



de page 3 à 14

BOITE POSTALE 307 B
ELISABETHVILLE
CABLE: ONUC, ELISABETHVILLE

PREMIERE PARTIE
CONDITIONS GENERALES.

From

To Article 1.- OBJET DE L'ENTREPRISE

Subject

a) L'entreprise, l'objet de la présente adjudication comprend les travaux d'aménagement, sur la base de bâtiments existants, d'un camp militaire à l'Av. des Savonniers à Elisabethville.

Date

L'exécution de travaux de terrassement, de drainage et d'installations sanitaires.

Article 2.- NATURE DE L'ENTREPRISE

a) L'entreprise s'exécutera à forfait et comprendra tous les travaux dont la nature est détaillée suivant les plans dans le délai proposé par l'entrepreneur, pourvu qu'il n'excède pas 2½ mois.

Le soumissionnaire est obligé d'indiquer dans la colonne du métré portant les lettres P.U. le prix unitaire pour chaque nature de travail, lequel sera forfaitaire, c'est-à-dire tiendra compte de tous les frais inhérents à l'entreprise, en fonction de la formule la moins coûteuse.

b) Comparaison des offres

La comparaison des offres se fera sur la base du prix forfaitaire proposé par le soumissionnaire dans son offre établie en fonction des qualités que lui-même a trouvées par ses propres calculs.

c) Des capacités techniques de l'entrepreneur en matière de construction.

d) Du délai proposé pour l'exécution de l'ouvrage par l'entrepreneur.

e) Modification de l'entreprise.

L'entrepreneur est tenu de se charger de tous les travaux quelconques qui se rattachent directement à l'objet de son entreprise; il est tenu d'apporter aux travaux toutes les adjonctions, suppressions, modifications quelconques que l'ONUC juge convenables de prescrire, par écrit, en cours de l'exécution de l'entreprise.



de page 4 à 14

BOITE POSTALE 307 B
ELISABETHVILLE
CABLE: ONUC, ELISABETHVILLE

From Les ouvrages non prévus que l'entrepreneur aura été
To tenu d'exécuter et les ouvrages prévus qui auront été retirés de
Subject son entreprise font l'objet d'un décompte; ils seront évalués aux
Date prix unitaires indiqués par l'entrepreneur dans le métré joint à
 sa soumission.

 Lorsque par suite de ses adjonctions, suppressions
ou modifications, la quantité des travaux d'une même nature dé-
finie dans les formes au métré est, à la suite d'un ou de plu-
sieurs ordres, majorée de plus d'un sixième, l'ONUC ou l'entrepre-
neur peut réclamer, pour la partie dépassant cette limite, l'ap-
plication d'un prix unitaire nouveau, à justifier par les condi-
tions d'exécution de l'excédent.

Article 3. -

Les matériaux de récupération provenant de la démolition
d'ouvrages existants pourront être utilisés par l'entrepreneur
sans donner lieu à un décompte. Cependant, les frais des travaux
de démolition seront à la charge de l'entrepreneur.

Article 4. -

Donnent lieu à un décompte pour fluctuation des prix:
les rémunérations totales légales de la main d'œuvre congolai-
se (M.O.C.).

Décompte pour fluctuation de la rémunération totale lé-
gale de la main-d'œuvre congolaise (M.O.C.) :

Le montant fictif de la main-d'œuvre congolaise est fixé conven-
tionnellement à 28,48% (comme établi par la circulaire N° 60/114/
GAB en date du 25 janvier 1962) des sommes pour travaux exécutés à
payer à l'entrepreneur.

Les décomptes sont basés sur les modifications que subit, au cours
de l'exécution du marché, le coût minimum légal d'un travailleur
"LOURD" marié ayant deux enfants à charge.

Ce coût comprend:

- a) La rémunération minimum légale à l'exclusion des primes et
autres avantages accordés par le contrat.
- b) Les charges sociales incombant à l'employeur, à l'exception
des cotisations versées pour couvrir l'assurance "Accidents de
Travail et Maladies Professionnelles" et indépendamment de la
cotisation fixée pour la compensation des allocations familiales.



BOITE POSTALE 307 B
ELISABETHVILLE
CABLE: ONUC, ELISABETHVILLE

From Formule de décompte : $D.M.O.C. = \% MOC \times \frac{Fn}{Xn} - \frac{(Xo - 1)}{Xn} \% MOC =$

To Fn : la somme à payer à l'entrepreneur pour travaux suivant état de situation du Nme mois, sans tenir compte du montant des ap-
Subject provisionnements, des amendes et des décomptes pour MOC, maté-
riaux et transport.

Date Xo : rémunération totale légale constatée le 15 du Nme mois pré-
cédent l'ouverture des soumissions. Les décomptes se règlent
mensuellement sur présentation par l'entrepreneur d'un état an-
nexé à l'état mensuel de situation. Le salaire de référence est
celui en vigueur à Elisabethville.

Xn : rémunération totale légale constatée le 15 du Nme mois.

Article 5. - RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR

a) Par le dépôt de sa soumission, l'entrepreneur est censé avoir demandé aux services compétents de l'ONUC tous les renseignements nécessaires, avoir vérifié les plans et autres documents intéressant l'adjudication et avoir exécuté toutes les reconnaissances sur le terrain pour se rendre compte des conditions de l'entreprise.

b) La fourniture par l'ONUC d'une partie des matériaux ne diminue en rien la responsabilité de l'entrepreneur.

c) L'entrepreneur a pour obligation, avant de commencer les travaux, de se mettre en rapport avec les sociétés, administrations ou tiers intéressés pour obtenir tous les renseignements concernant les installations éventuellement existantes dans les limites du chantier.

d) L'approbation donnée par l'ONUC sur les études de détails de l'entrepreneur ne dégage pas ce dernier de l'entière responsabilité de l'exécution du projet.

Article 6. - ORDRE D'EXECUTION ET DELAI D'ACHEVEMENT.

a) Le soumissionnaire indique dans sa soumission le délai d'exécution dans lequel il s'engage à terminer les travaux. Le délai maximum autorisé est de 75 jours ouvrables.

b) Le délais prend cours à la date de la lettre de commande.

c) Au plus tard, à l'issue de la première quinzaine du délai, l'entrepreneur soumet à l'ONUC un calendrier d'avancement des travaux compte tenu des limites du délais.

PM/atm.-

... / ...



de page 6 à 14

BOITE POSTALE 307 B
ELISABETHVILLE
CABLE: ONUC, ELISABETHVILLE

From

To

Subject

Date

d) Au cas où les travaux ont été interrompus par des circonstances imprévues: grève, troubles politiques, etc..., il sera accordé un délai de compensation de 15 jours ouvrables pour l'achèvement des travaux.

e) Passé les 15 jours de compensation, l'entrepreneur perdra 1/2000 du montant total du contrat par jour, cette pénalité ne pouvant toutefois excéder 5% de la valeur globale.

Article 7.- QUALITE DES MATERIAUX

a) Le libre accès du chantier sera assuré aux services intéressés de l'ONUC.

b) Au cas où les caractéristiques des matériaux utilisés par l'entrepreneur se révèlent non conformes aux normes prévues par le cahier des charges, les services techniques de l'ONUC ont le droit d'ordonner la démolition en tout ou partie de l'ouvrage déjà exécuté et d'en exiger la reconstruction.

Article 8. - PERSONNEL, MATERIEL ET MOYEN D'EXECUTION.

Personnel

a) Avant le début des travaux, l'entrepreneur doit soumettre à l'ONUC une liste indiquant le nom, la spécialité et la fonction du personnel européen qu'il emploie. Toute modification de cette liste devra être approuvée par l'ONUC.

b) Il est interdit à l'entrepreneur d'engager, pour l'exécution des travaux faisant l'objet de cette soumission, toute personne se trouvant ou s'étant trouvée au service de l'ONUC et qui n'a pas régulièrement terminé son contrat de travail avec son ancien employeur.

Matériel

a) Le soumissionnaire doit annexer à sa soumission une liste du matériel nécessaire pour l'exécution de l'ensemble des travaux.

b) Les services techniques de l'ONUC se réservent le droit de refuser tout matériel de qualité et de caractéristique inférieure à celles proposées par l'entrepreneur dans sa soumission ou tout matériel trop usagé pour assurer la bonne exécution des travaux.



de page 7 à 14

BOITE POSTALE 307 B

ELISABETHVILLE

CABLE: ONUC, ELISABETHVILLE

From

Article 9.-

To

Les acomptes mensuels sont établis le dernier jour de chaque mois calendrier, sur la base du contrat d'avancement des travaux dressé par l'architecte de l'ONUC.

Subject

Article 10.- MODE D'ADJUDICATION.

Date

a) Le lieu, la date et l'heure d'ouverture des soumissions sont indiqués dans l'avis d'adjudication. Les soumissions doivent parvenir en triple exemplaire, l'original et deux copies, à l'adresse suivante :

O. N. U. C.
Chef du Service des Logements
29, Avenue Gambela

ELISABETHVILLE
(Congo)

Les offres seront reçues et examinées par ce service de l'ONUC. Les concurrents pour la présente adjudication, demeurent engagés sur la base de leur soumission jusqu'à ce qu'une décision ait été prise. Celle-ci intervient dans les 5 jours calendrier au plus tard, ce délai étant compté à partir de la date d'ouverture des soumissions.

Article 11.-

a) Si les prix sont indiqués en chiffres et en lettres et s'il existe entre eux des différences, les prix exprimés en lettres font foi.

Les soumissions sont établies en un original et deux copies; l'original qui doit être marqué comme tel fait seul foi en cas de divergence avec les copies.

b) Les soumissionnaires doivent annexer à la soumission:

- 1) le métré indicatif de quantité des travaux avec bordereau de prix;
- 2) une liste du personnel européen;
- 3) une liste de matériel de chantier.

Article 12.-

a) Le soumissionnaire déclaré adjudicataire doit verser à la caisse des Finances de l'ONUC, dans le délai de 6 jours, à partir de la date de la Hre de commande, 25% du cautionnement total fixé à 5% sur le total de la soumission.

PM/atm.-

.../...



de page 8 à 14

BOITE POSTALE 307 B

ELISABETHVILLE

CABLE: ONUC, ELISABETHVILLE

b) Le cautionnement sera complété à concurrence du total, par des retenues sur les sommes dues à l'entrepreneur, du même pourcentage que celui indiqué pour le cautionnement total.

Subject Article 13.- COMMUNICATION DES PLANS ET RENSEIGNEMENTS COMPLE-
MENTAIRES

a) Des croquis relatifs aux ouvrages en béton armé (fondations, installations sanitaires, etc...) ainsi que des ouvrages en bois (charpente, etc...), les détails à 100% des menuiseries métalliques devront être soumis par l'intrepreneur aux services techniques de l'ONUC. Les travaux relatifs à ce qui précède ne peuvent être commences qu'après approbation de ces documents par l'Architecte de l'ONUC.

b) Deux exemplaires du cahier des charges doivent être paraphés pour accord par l'adjudicataire avant le commencement des travaux.

c) Les travaux commencent au plus tard 6 jours après la date de la lettre de commande et sont terminés dans les soixante quinze jours à compter de la date de cette même lettre.

Article 14.- PROTECTION DES INSTALLATIONS EXISTANTES.

L'adjudicataire est responsable de la conservation des constructions existantes et dont la démolition partielle ou totale n'est pas prévue dans l'entreprise.

L'adjudicataire devra assurer également la conservation des installations sanitaires, hydrauliques, électriques, etc... que l'architecte de l'ONUC décide de maintenir. Le cas échéant, leur remplacement se fait à la charge de l'adjudicataire.

Article 15.- MESURES DE SURETE.

a) Les latrines ainsi que les points d'eau existant sur le terrain pourront être utilisés par la main d'oeuvre engagée par l'adjudicataire. Cependant, celui-ci devra, le cas échéant, en assurer à ses propres frais la remise en état.

b) Les règlements d'hygiène en vigueur concernant les chantiers sont d'application dans la présente entreprise.



de page 9 à 14

BOITE POSTALE 307 B
ELISABETHVILLE
CABLE: ONUC, ELISABETHVILLE

Article 16.- CONTESTATION ET LITIGES.

- From a) Toutes contestations et litiges entre les parties,
To auxquelles donnerait lieu l'exécution de la présente entrepri-
se seront soumises à la demande de l'une des parties à un ar-
Subject bitrage, d'après la procédure arbitrale de la cour d'Arbitrage
de la Chambre de Commerce Internationale.
- Date b) La présente entreprise, dans ses stipulations contrac-
tuelles, n'implique aucune dérogation aux privilèges et immu-
nités dont jouit l'Organisation des Nations Unies.

DEUXIEME PARTIE
ORIGINE, QUALITE ET DIMENSIONS DES MATERIAUX.
COMPOSITION DES MELANGES

Article 17.- MATERIAUX EN GENERAL

Le soumissionnaire joint au métré devis récapitulatif une description ou un prospectus des matériaux dont il suggère l'emploi dans la présente entreprise.

Article 18.- MATERIAUX EN GENERAL

- a) Les briques présentent une résistance de rupture à la compression d'au moins 50 Kgs au cm².
- b) Les briques creuses sont de première qualité, à arêtes vives, de format régulier et uniforme. Leur emploi, autorisé en principe pour toutes cloisons non portantes, est soumis à l'autorisation de l'Architecte de l'ONUC qui reste seul juge.
- c) Les briques doivent en principe avoir une longueur de 21 cm. Dans le cas où le soumissionnaire se propose de travailler avec des briques de dimensions différentes, il est tenu de le stipuler dans sa soumission, avec toutes les données nécessaires.

Article 19.- CEMENTS

Pour les enduits, seuls les ciments Portland sont autorisés.

Article 20.- M O R T I E R S

- a) Mortier de ciment pour maçonnerie: 200 Kg de ciment par m³ de sable.



de page 10 à 14

BOITE POSTALE 307 B
ELISABETHVILLE
CABLE: ONUC, ELISABETHVILLE

To b) Mortier pour enduit: 250 Kg de ciment par m3 de
sable.

From c) Mortier pour pavements et plinthes: 550 Kg de ci-
ment pour 300 litres de sable fin et 700 litres de graveleux
de 1 à 3 mm.

Subject

Article 21.- B E T O N S

a) Béton armé: 350 Kg de ciment par 400 litres de sable et 800 litres de gravier de 12 à 20 mm.

b) Béton cyclopéen: 0,400 m3 de moellons de 10 à 15 cm. par mètre cube de béton B, noyés dans la masse.

c) Le Béton cyclopéen pour sous-pavements est composé de 0,400 m3 de gravier de 2 ou 3 cm. par m3 de béton B.

Article 22.- BOIS DE CHARPENTE.

Tous les bois doivent être traités contre les attaques des termites et autres parasites par immersion complète dans un bain de produits efficace d'une durée permettant une pénétration suffisante suivant les caractéristiques du bois employé.

Article 23.- G A L V A N I S A T I O N

La qualité admise pour les tôles de construction est la qualité B, soit 460 grs par m2 développé pour les deux faces.

Article 24.- P E I N T U R E

La peinture dans la présente entreprise sera constituée essentiellement par un badigeon au lait de chaux avec addition d'un colorant de teinte pastel des faces intérieures des murs et des cloisons. Ce badigeon sera d'un minimum de deux couches.

Article 25.- M E N U I S E R I E

Tous les ouvrages de menuiserie de la présente entreprise sont prévus sur la base d'éléments en tôle galvanisée. Les fenêtres seront du type glass-jalousie avec lamelles en tôle galvanisée pour la partie basse et lamelle de verre pour la partie haute. Toutes ces ouvertures comporteront des opérateurs. Des cadres avec toile moustiquaire seront adjoints à ces ouvertures. Les fenêtres hautes du type aération sont constituées essentiellement d'un cadre avec profilés en tôle galvanisée et de toile moustiquaire.



de page 11 à 14

BOITE POSTALE 307 B
ELISABETHVILLE
CABLE: ONUC, ELISABETHVILLE

To Article 26.- TOILE MOUSTIQUAIRE

From La toile moustiquaire est en nylon, en cuivre ou en
laiton. Elle présente 49 mailles au cm².

Subject Article 27.- QUINCAILLERIES

Dans la présente entreprise, étant donné les disponibilités limitées du marché, aucune quincaillerie ne sera spécialement décrite. L'adjudicataire aura la liberté d'avancer des suggestions et soumettre des prospectus relatifs aux caractéristiques des quincailleries disponibles sur le marché.

Les portes de W.C. ne comporteront pas de serrure, mais un verrou en acier fixé sur la partie intérieure de l'ouvrant.

Les portes des dortoirs, du réfectoire, du bar et de la cuisine s'ouvriront sur l'extérieur.

Les ouvrants des portes extérieures sont suspendus par trois fortes paumelles renforcées. Pour ces ouvrants est prévu un fixe-porte à bascule en fer noirci dogué dans la maçonnerie.

Article 28.- APPAREILS SANITAIRES ET APPAREILS D'ADDUCTION OU D'EVACUATION DES EAUX

a) Sauf pour le Mess des officiers, les latrines sont du type à la turque avec chasse haute pour tous les blocs sanitaires.

b) Les éviers seront du type bac en acier ou en tôle galvanisée, posés sur fortes concoles en tuyaux galvanisés appropriés d'une crépine en laiton, d'une décharge en tuyau de 3" minimum et d'un robinet d'alimentation de 1" en cuivre.

c) Les lavabos, du type abreuvoir, seront réalisés en plaques d'acier soudées ou en tôle galvanisée, posée sur fortes concoles en tuyaux de section appropriée et équipés de deux ou trois crépines, selon leur longueur, d'une décharge collective de 2" minimum et de plusieurs robinets d'alimentation de 1" en cuivre, répartis suivant plan. Ces lavabos seront traités par deux couches de peinture anti-rouille.

d) Douches: Pomme d'aspersion du type le plus économique disponible sur la place. Crépine en laiton. Enduit, pavement et murs lissés. Alimentation commandée par vanne générale placée à l'extérieur et par vanne individuelle située à l'intérieur de la douche. Un collecteur de 20 cm. en béton assure l'évacuation des eaux usées.



DE PAGE 12 à 14

BOITE POSTALE 307 B
ELISABETHVILLE
CABLE: ONUC, ELISABETHVILLE

- To e) Les urinoirs seront du type le plus économique disponible sur la place. L'adjudicataire soumettra un échantillon ou un prospectus à l'Architecte de l'ONUC.
- From f) Toutes les tuyauteries d'alimentation sont en fer galvanisé. Les sections doivent être calculées en fonction des débits, compte tenu d'un coefficient de perte de charge. Toute tuyauterie à l'intérieur des bâtiments devra être apparente et facilement accessible.
- Subject g) L'équipement sanitaire comprend la pose et la fourniture des tuyauteries et toutes sujétions pour le raccordement à la conduite, pour l'alimentation de tous les appareils; pour l'évacuation de toutes les eaux usées et la ventilation des conduites, ventilation principale en tuyau galvanisé et ventilation secondaire par appareils sanitaires.
- h) L'équipement sanitaire comprend la pose et la fourniture de tous les appareils et accessoires y compris la robinetterie, robinets d'arrêts et de purge, vannes, coudes, tés, manchons, réductions, colliers, etc...
- i) L'équipement comprend toutes les canalisations
- j) L'évacuation des eaux usées et résiduaires se fera vers les égouts ou puits perdus conformément aux prescriptions locales en la matière.
- k) L'étude des détails de l'installation sanitaire et de la distribution et évacuation est fournie par l'adjudicataire de manière à ce que chaque appareil soit isolé par robinet d'arrêt à passage direct et que l'évacuation soit facile. Les dispositions générales des installations sanitaires et hydrauliques sont fournies par l'Architecte.

TROISIEME PARTIE

MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX.

Article 29.- TERRASSEMENTS

L'adjudicataire effectue les déblais et remblais en tenant compte du niveau des constructions existantes. Les remblais et déblais de toute nature pour tous travaux quels qu'ils soient sont à la charge de l'adjudicataire.



de page 13 à 14

BOITE POSTALE 307 B
ELISABETHVILLE
CABLE: ONUC, ELISABETHVILLE

From Article 30. - FOUILLES DE FONDATIONS

To Les fouilles sont descendues jusqu'à ^{une} profondeur
Subject assurant aux pieds de fondation une assise solide dans le bon
Date sol. Elles ont toujours une profondeur minimum de 60 cm. en
dessous du niveau naturel du terrain nivelé et la distance
entre le niveau supérieur des pieds de fondation et le niveau
du terrain après nivellement est la même que celle des bâti-
ments existants.

Article 31. - M O R T I E R S

Les matières sont mesurées dans des caisses de capaci-
té déterminée. Il n'est pas obligatoire que les mortiers soient
mélangés mécaniquement.

Article 32. - B E T O N S

a) Les matières sont mesurées avec des caisses de capa-
cité déterminée. Le mélange des bétons se fait mécaniquement.

b) Les pieds des fondations qui sont prévus en béton
cyclopéen sont réalisés de telle manière que leur surface su-
périeure soit bien de niveau. Les fondations sont conçues sur
la base de semelles rigides non armées, dans la mesure où la
nature du sol le permet. L'adjudicataire soumet à l'Architecte
les notes de calcul relatives à ce type d'ouvrage.

c) Les cloisons de maçonnerie d'une demi-brique d'épais-
seur non reprise par des murs de fondations reposent sur un béton
de pavement armé sur une largeur de 1,50 m. Cette armature peut
être remplacée par un quadrillage de ronds de 5 mm. Dans le cas
où les partitions intérieures sont réalisées avec des plaques de
fibro-ciment, cette armature n'est plus nécessaire.

Article 33. - C H A R P E N T E

Les charpentes sont prévues en bois, et toutes les parties
fermes, chevrons, lattes et pannes en contact avec les murs sont
solidement ancrées.

Article 34. - C O U V E R T U R E

a) Les toitures sont couvertes avec des tôles galvanisées
placées et fixées suivant les procédés en usage pour ce genre de
matériaux. La pente des toitures sera dans certains cas celle des
constructions existantes sur le terrain, dans d'autres d'un mini-
mum de 20 degrés.

PM/atm.-

... / ...



BOITE POSTALE 307 B
ELISABETHVILLE
CABLE: ONUC, ELISABETHVILLE

From

b) Les toitures sont munies de tous les accessoires usuels, solins, contre-solins, noues, arêtiers, etc...

To

Article 35. - ENDUITS DES MURS

Subject

Seules les faces intérieures des murs des douches et des latrines sont recouvertes d'une couche d'enduit au mortier de ciment bien lissé. Il en sera de même pour le béton de pavement.

Date

Article 36. - PAVEMENTS

Les pavements sont constitués essentiellement en béton B lissé coulés en épaisseur de 6 cm. Ils seront parfaitement lissés lors du coulage même, tout en saupoudrant avec du ciment pur Portland artificiel. Ces pavements reposeront sur un remblai convenablement damé par couche de 15 cm. Le cas échéant, la remise en état des pavements des bâtiments existants fait partie de la présente entreprise.

Article 37. - MENUISERIE

Tous les châssis des fenêtres et des portes sont métalliques, profilés en tôles galvanisées. Il en est de même pour les ouvrants des portes. Les fenêtres sont de type glass-jalousie, avec lamelles en tôle galvanisée jusqu'à 1,70 m. à partir du pavement, et le reste en lamelles de verre. Les profilés sont proportionnés aux dimensions des ouvertures de manière à éviter tout voilement. Toutes les fenêtres sont pourvues de moustiquaires dont les caractéristiques sont définies par l'article 26.

Elisabethville, le 4 juin 1962.

Marc E. PIERRE, ing.-arch.
MAINTENANCE SECTION, ONUC.

Approuvé par le Chef du Service du Logement :

J. LOSSKY

Chef Accomodation Officier.

af
8 September

2

Mr. A. Cooper, Chief Procurement Officer
Chief, Audit and Inspection Service
Contract for Maintenance and repair of air conditioners

1. The draft contract referred for comment under date 28 August 1962 has been studied and the following observations are made:
 - a) The first paragraph at page 3 defeats the object of the proviso made in Article 1. If we do not propose to give Chanic all the maintenance work a per unit contract appears desirable.
 - b) Article 7 provides for revision of the contract price should the rate of exchange vary. Since labour is the bulk of cost to Chanic any change in rate of exchange should not be a factor in revising the contract.


(P. G. MARTIN)

c.c. Special Legal Advisor ✓
Chief Finance Officer
Chief of General Services

C/Adm 670

30 August 1962

TO : Mr. B. Kaplan, Chief of General Services
FROM : Mr. C. Taff, Special Legal Adviser
SUBJECT : Vehicle purchased in Usumbura

1. With reference to your memorandum of 28 August, I wish to advise that I am fully in agreement with the views set forth by Mr. Nachaat in his letter of 16 August 1962 to SOCOMOTORS to the effect that the failure of the latter to deliver the vehicle in good working order constituted a breach of contract which entitled ONUC to rescind the purchase.

2. I would suggest that Mr. Nachaat be instructed to return immediately the vehicle to SOCOMOTORS. If Mr. Nachaat deems it advisable, he may at the same time attempt to negotiate an amicable settlement of the dispute.

... 3. Your papers are returned herewith.

CT/mme

29 August 1962

TO : Mr. N. G. LANSER
Chief Accommodation Officer

FROM : Charles TAFF
Special Legal Adviser

SUBJECT : Contract dated 15th August between ONUC and Mr. Eugène Avraam

1. In accordance with your request of this date, I am providing herewith my comments on the contract by ONUC, Elisabethville and Mr. Eugène Avraam on 15th August 1962, for the transformation and development of certain specified buildings in that city at a price of 2,885.071 KFr.

2. My principal objections relate to Articles XII and XIII entitled respectively "Condition de paiement" and "Cautionnement". By the terms of Article XII, ONUC is required to pay 50 % of the contract price at the time the contract is signed, 40 % upon provisional acceptance of the work and the balance upon its final acceptance. As you and I agreed this morning, this provision is highly objectionable. In my opinion, the contract should provide that ONUC is to make payments each month for the work done and material provided during the proceeding month. If this suggested provision was not acceptable to the Contractor, then we might agree to a smaller payment such, for example, about 25 %, which ONUC should make at the time the contract was signed.

3. Under Article XIII, the Contractor is required to deposit a Bond of 5 % of the total contract price. The purpose of the Bond is not specified in the contract, but presumably it is to be given as security for the performance by the Contractor of all his obligations under the Contract.

It is provided that the Bond is to be returned to the Contractor within thirty days following the provisional acceptance of the work. You will, however, note that under the terms of Article X, Section C, the final acceptance of the work is to be made within two months following the date of the provisional acceptance. It is apparent, therefore, that no Bond will be in effect during the second month following the provisional acceptance of the work. This provision is

.../...

obviously devoid of all logic. In view of the conditions that exist in the Congô, it seems to me highly inadvisable to rely upon a Bond from a private party as a source of security for the due performance of the obligations under a contract.

I think it would have been much more advisable to have inserted a provision which would have entitled ONUC to retain 5 % of each instalment ^{due} to the Contractor. Moreover, ONUC should be entitled to retain the security agreed upon for a reasonable period after final acceptance has been made of the work - for example, 90 days.

4. I think it would have been helpful to have included in the contract a provision whereby the Contractor expressly guarantees that the work done and labor performed would be in accordance with the terms of the contract.

5. The contract should also contain a provision granting to ONUC the right to inspect the work done and material provided during the course of performance by the Contractor of the contract. A provision should also have been included that would have granted ONUC the right to reject any work or material which an inspection disclosed to be unsatisfactory.

6. You will have noted from Article I that the specifications of the work to be performed by the Contractor are titled "Cahier Spécial des Charges". As our Elisabethville Office has not provided us with this "Cahier", we are, of course, unable to make any comments on the subject.

7. Article VII, Section B, permits ONUC to furnish its own material. It would obviously have been desirable to have added a clause to this Section providing that the contract price would be reduced by the value of the material so provided.

8. The contract should also have provided that in the event that any dispute arose between the Contractor and ONUC, as to any terms of the contract, the Contractor would remain obligated to complete the performance of his work within the 75 days agreed upon. Settlement of the dispute would be either by negotiation or arbitration.

29 August 1962

TO : Chief Procurement Officer
Chief Audit and Inspection Services
Chief Finance Officer

FROM : Charles TAPP
Special Legal Adviser

SUBJECT : CONTRACT FOR MAINTENANCE AND REPAIR OF AIR CONDITIONERS

With reference to your memorandum of 28 August 1962 - (Ref:O/Adm. 510 Gen. No. 8920/DC.5a). I wish to make the following comments on the draft contract with CHANIC for the maintenance and repair of ONUC Air Conditioners.

1. I suggest that the clause: "Représenté au Congo de la Société Westinghouse", be deleted from the introduction to the contract, since CHANIC is entering into this contract in its own capacity and not as agent for Westinghouse.

2. (a) Article IV specifies that CHANIC is to submit invoices to ONUC every three months for the upkeep of the Air Conditioners. Presumably, these invoices will cover the three-month period prior to the date of the invoices, although this is not stated expressly.

(b) In this connection, I would call your attention to the fact that the contract does not specify when CHANIC is to invoice ONUC for the repairs of the Air Conditioners. If invoices for such services are also to be handled on a three-month basis, you might wish to insert a provision to this effect.

(c) Article IV provided for a total contract price of 51,500 Congolese Francs. Inasmuch as the contract provides for a duration of one year, and since the number of air conditioners to be serviced may vary within the year, you may wish to consider amending Article IV to specify a unit price per air conditioner rather than for one total contract price.

3. By Article VII, the contract price is subject to change by common agreement on the basis of cost of labor and the rate of exchange. I think it is advisable to delete the reference to the rate of exchange, and provide that the contract price is subject to change by common agreement on basis of cost of labor and such other charges as may be payable by CHANIC. If express

.../...

reference is made to the rate of exchange then, I fear that CHANIC may automatically request an increase in the contract price if and when the Congolese franc is again devalued.

4. In my opinion, the text of Article IX of the draft is too restricted. It limits the liability of CHANIC to the repair at its own cost of the air conditioners damaged by its employees. I suggest that the article be revised to read as follows : "In the carrying out of the terms of this contract, CHANIC shall be deemed an independent contractor, and shall be liable for all damages resulting from the acts, omissions and negligence of its employees and agents."

... 5. I am returning herewith a copy of the draft contract with CHANIC.

RF.
C/ADM 610

29 August 1962

TO : Mr. C. C. TIMBRELL
Dep. Chief Administrative Officer

FROM : Charles TAPP
Special Legal Adviser

SUBJECT : Architectural Fees for the drawing up of the
plans and specifications of the centre
d'émission pour ONUC.

You will recall that we recently agreed that we would enter into a contract with Mr. De Vries to compensate him for services rendered in connection with the new transmittal station to be erected in Limité. Following our conversation, I asked Mr. De Vries to provide me with a copy of a standard contract which could be used as a basis for our agreement. Mr. De Vries informed me today that he is unable to provide me with such a contract.

This raises two points of special interest. Is Mr. De Vries a competent-experienced architect? If so, how does it happen that he is unable to provide us with the contract I asked for? Secondly, I would be grateful if you would request New York, via the AR to transmit to us a copy of the agreement entered into with the UN and Harrison and Abramovitz for architectural services to be rendered in connection with Library buildings.

C/ADY 610

29 August 1962

TO : Mr. N. G. LANSER
Chief Accommodation Officer

FROM : Charles TAFF
Special Legal Adviser

SUBJECT : Contract dated 15th August between ONUC and Mr. Eugène Avraam

1. In accordance with your request of this date, I am providing herewith my comments on the contract by ONUC, Elisabethville and Mr. Eugène Avraam on 15th August 1962, for the transformation and development of certain specified buildings in that city at a price of 2,85.071 KFr.
2. My principal objections relate to Articles XII and XIII entitled respectively "Condition de paiement" and "Cautionnement". By the terms of Article XII, ONUC is required to pay 50 % of the contract price at the time the contract is signed, 40 % upon provisional acceptance of the work and the balance upon its final acceptance. As you and I agreed this morning, this provision is highly objectionable. In my opinion, the contract should provide that ONUC is to make payments each month for the work done and material provided during the proceeding month. If this suggested provision was not acceptable to the Contractor, then we might agree to a smaller payment such, for example, about 25 %, which ONUC should make at the time the contract was signed.
3. Under Article XIII, the Contractor is required to deposit a Bond of 5 % of the total contract price. The purpose of the Bond is not specified in the contract, but presumably it is to be given as security for the performance by the Contractor of all his obligations under the Contract.

It is provided that the Bond is to be returned to the Contractor within thirty days following the provisional acceptance of the work. You will, however, note that under the terms of Article X, Section C, the final acceptance of the work is to be made within two months following the date of the provisional acceptance. It is apparent, therefore, that no Bond will be in effect during the second month following the provisional acceptance of the work. This provision is

.../...

obviously devoid of all logic. In view of the conditions that exist in the Congo, it seems to me highly unadvisable to rely upon a Bond from a private party as a source of security for the due performance of the obligations under a contract.

I think it would have been much more advisable to have inserted a provision which would have entitled ONUC to retain 5 % of each instalment ^{paid} to the Contractor. Moreover, ONUC should be entitled to retain the security agreed upon for a reasonable period after final acceptance has been made of the work - for example, 90 days.

4. I think it would have been helpful to have included in the contract a provision whereby the Contractor expressly guarantees that the work done and labor performed would be in accordance with the terms of the contract.

5. The contract should also contain a provision granting to ONUC the right to inspect the work done and material provided during the course of performance by the Contractor of the contract. A provision should also have been included that would have granted ONUC the right to reject any work or material which an inspection disclosed to be unsatisfactory.

6. You will have noted from Article I that the specifications of the work to be performed by the Contractor are titled "Cahier Spécial des Charges". As our Elisabethville Office has not provided us with this "Cahier", we are, of course, unable to make any comments on the subject.

7. Article VII, Section B, permits ONUC to furnish its own material. It would obviously have been desirable to have added a clause to this Section providing that the contract price would be reduced by the value of the material so provided.

8. The contract should also have provided that in the event that any dispute arose between the Contractor and ONUC, as to any terms of the contract, the Contractor would remain obligated to complete the performance of his work within the 75 days agreed upon. Settlement of the dispute would be either by negotiation or arbitration.

C/ADY 610

29 August 1962

TO : Mr. J.M. Wood, Deputy Chief Accommodation Officer
FROM : C. Taff, Special Legal Adviser
SUBJECT : Cinquantenaire

With reference to your memo of 27 August 1962, I think it advisable that we do not take any action at this time with respect to the Cinquantenaire building. We are satisfied with arrangements that now exist as to the number of apartments that are occupied by our staff, and no attempt is now being made by the management to evict any of our personnel. It seems to me that if we enter into any negotiations, the management of the building may very well re-open the question as to whether our staff should give up any of the apartments now occupied by them. If Maître Ossemect strongly insists upon his return that the subject be discussed, then of course we will have no alternative but to comply with his request.

CT/mme

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



C/ADM 610
UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC. LEOPOLDVILLE

INTER - OFFICE MEMORANDUM

28 August 1962

A : Mr. C. Taff, Legal Adviser
De : Ben Kaplan, Chief of General Services
Objet : Vehicle Purchased in Usumbura

Ben Kaplan

Please find attached correspondence dealing with the purchase of a second-hand car in Usumbura.

Your comments would be appreciated.

NW/ms

recd. 29 August
(CO)

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC, LEOPOLDVILLE

Leopoldville 28 August 1962

To : Mr. C. Taff, Special Legal Adviser
From : N. Lanser, Chief Accommodation Officer
Subject : Contract with SOLIDUS

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'N. Lanser', is written over the 'From' and 'Subject' lines of the header.

....

Further to our telephone conversation of this morning
I am enclosing herewith copy of Draft Agreement with SOLIDUS
and AUXELTRA - BETON.

DRAFT-96

AGREEMENT

This AGREEMENT made and entered into as of August, 1962, between the UNITED NATIONS, represented by Mr. S.HABIB AHMED, Chief Administrative Officer of the United Nations Operation in the Congo, herein referred to as "ONUC" and SOLIDUS, Leopoldville, represented by Mr. DESOMER DETAF, Director, and AUXELTRA-BETON, Leopoldville, represented by Mr. LEAE GNUDDÉ, Agent of the Company, the said two companies being herein referred to jointly as the "Contractor".

Whereas, ONUC is desirous of having four buildings erected at N'Djili airport, Leopoldville, to be used for military accommodation and the Contractor is prepared to erect such buildings, the parties, in consideration of the mutual covenants herein contained, agree for themselves, their respective successors and assignees as follows:

I. - SCOPE OF WORK

The Contractor undertakes to provide all the work, labour and materials necessary for the execution of this contract for the construction complete at the Site of N'Djili airport, Leopoldville of four (4) buildings, all of which work and labour shall be done and materials provided according to the following plans and specifications....

.....

..... . ONUC agrees to pay to the Contractor for the due performance of his obligations under this Contract the sum herein agreed to be paid at the time and in the manner herein specified.

COMMENCEMENT AND COMPLETION OF WORK :

a) The Contractor shall commence work on ,shall carry it out with all due diligence and energy, and complete the entire work not later than

It is agreed that time shall be of the essence of this Agreement.

b) In the event the Contractor is delayed by reason of emergency conditions beyond his control with performance of the work under this Agreement he will be granted an extension of time for the time that he was actually delayed.

PAYMENT :

1. The Contract Price to be paid by ONUC to the Contractor for the due performance of this Agreement shall be 6.853.712 Cfr, subject to increase or decrease as herein provided. This total Contract Price is based upon the unit price of 1.713.428 for each of the 4 buildings to be constructed under this Agreement.

2. Partial payment on account of the Contract Price of each building will be made monthly as the work progresses for the work done directly on the buildings and the materials installed and delivered to the site during the preceding month.

3. In making such partial payments, ONUC shall retain five percent of the amount of each monthly instalment as security for the due performance by the Contractor of his obligations under this Agreement, which amount shall be paid to the Contractor six months after the date of Final Acceptance of the buildings by ONUC;

2 4. ONUC shall pay 90% of the Contract Price in Congolese

Francs and the balance of 10% in U.S. dollars at the official rate of exchange in effect at the time the Obligation becomes due and payable.

This ratio of 90% and 10% shall apply to the security of 5% of the Contract Price to be withheld by ONUC in accordance with section.... of this Article.

5. All material and work covered by partial payments shall become the sole property of ONUC, but this provision shall not be construed as relieving the Contractor from the sole responsibility for the care and protection of materials and work upon which payment have been made, or as a waiver of the right of ONUC to require the fulfillment of all terms of the Agreement.

6. Upon completion and Final Acceptance by ONUC of all work covered by this Agreement, ONUC shall make Final Payment to the Contractors of all moneys due under this Agreement less the sum of 5% of the Contract Price to be held as security by ONUC.

7. The acceptance by the Contractor of the Final Payment ^{less} ~~the~~ security 95% of the Contract Price, shall operate as a release of ONUC from all claims and all liability to the Contractor, his assignees and subcontractors, for all things done or furnished in connection with this Agreement, and for every act, omission and neglect of ONUC, its officers and employees arising out of this work.

8. The Contractor agrees that no interest shall be due and payable from ONUC on any moneys retained or withheld from the partial payments, final payment, or any other source.

CHANGES OF WORK

ONUC without invalidating this Agreement may at any time after the execution of this Agreement order changes in the work by altering or changing work, by ordering Extra-Work, or by countermanding, omitting or reducing the work.

When changes, additions or deductions have been so ordered, the Contractor shall submit to ONUC for its approval, with reasonable promptness after the receipt of such orders from ONUC, an estimate of the amount saved by the deductions which, if agreed to in ^{writing} ~~wiring~~ by ONUC, shall be deducted from the Contract Price, or the increased cost of the changes or additions, which, if agreed to in writing by ONUC, shall increase the Contract Price.

The Contractor shall make changes, deductions or additions to the work only upon the prior receipt of a written order from ONUC.

SUBCONTRACTS

The Contractor shall be an independent Contractor, and shall not enter into or make subcontracts or purchases of work and material in the name or behalf of ONUC. The Contractor shall be fully responsible to ONUC for the acts and omissions of his subcontractors, if any, and of all persons employed by them, or acting under their instructions, just as if such acts and omissions were done by a person directly employed by the Contractor.

All subcontracts shall be subject to, and shall contain provisions in harmony and conformity with the provisions of this Agreement.

The Contractor shall exercise his best care and judgment to see that all subcontracts shall be so drawn as to secure material of the best quality, and the execution of the work in a skilled and safe manner.

CORRECTION OF WORK BEFORE FINAL PAYMENT :

The Contractor shall promptly remove from the premises all materials condemned by ONUC as failing to conform to this Agreement, whether incorporated in the work or not, and he shall promptly replace such material or reexecute the defective work in accordance with this Agreement and without expense to ONUC.

INSURANCE :

The Contractor shall procure, maintain and pay for the insurance listed below in order to protect ONUC, the Contractor and his sub-contractors:

- a) Workmen's Compensation Insurance - which shall cover all employees of the Contractor and his subcontractors
- b) Public Liability Insurance - which shall protect ONUC and the Contractor from all claims by third parties, resulting from damage to property, or personal injuries or death.
- c) Fire Insurance - which shall protect ONUC and the Contractor against risks of damage resulting from fire.

If the Contractor fails to procure, maintain and ^{pay}~~pay~~ for the said insurance, ONUC may in its discretion and without prejudice to any other right procure, maintain and pay for said insurance and charge the cost thereof to the Contractor.

DISPUTES AS TO WORK

The decisions, directions or orders of ONUC as to all matters in

regard to which authority or discretion is vested in ONUC shall be carried out by the Contractor even though it disputes the decision, but in the event of such dispute the matter shall be subject to arbitration.

The Contractor shall, under no circumstances, cause any delay of the work during any dispute, or because of any dissatisfaction with any decision of ONUC.

ASSIGNMENTS

The Contractor shall not assign, transfer convey or otherwise dispose of this Agreement, or its right, title or interest in or to the same or any part thereof without the previous consent in writing of ONUC.

No consent to any assignment or other transfer, and no subcontract shall under any circumstances operate to relieve the Contractor of any of his obligations under this Contract.

RIGHT OF ONUC TO TAKE OVER WORK :

If in the judgment of ONUC the Contractor has unnecessarily or unreasonably delayed the work, or has persistently disregarded instructions of ONUC, or has failed to perform the provision of any term whatsoever of the Agreement ONUC may give five (5) days written notice to the Contractor to remedy or correct such neglect, act or omission, and if within such period the Contractor does not proceed promptly and in good faith to remedy and correct such neglect, act or omission, ONUC may without further notice and without prejudice to any other right or remedy terminate the Contractor's right to proceed with the work. In such event, ONUC may take over the work and prosecute the same to completion, and the Contractor shall be liable to ONUC for any loss, damage or detriment to ONUC.

Inasmuch as this Contract is made in reliance upon the Contractor's particular qualifications, ONUC shall also have the rights set forth in the foregoing part of this Section if the Contractor shall become bankrupt or insolvent or if its affairs are placed in the hands of a receiver or trustee.

CONTRACTOR'S GUARANTEES :

The Contractor guarantees that upon completion of the work all portions thereof will be according to this Agreement, and will so remain for a period of one year, commencing with the date on which the work is finally accepted, and that during such period the Contractor will make good all defects therein.

Nothing in this Section, however, shall be construed to bar ONUC from resorting to actions for breach of this Agreement or from invoking any other remedies to which it may be entitled.

ARBITRATION :

Any claim or controversy arising out of or relating to this Contract or to the performance or breach thereof shall be settled by arbitration in accordance with the rules of the International Chamber of Commerce.

PRIVILEGES AND IMMUNITIES :

Nothing contained in this Contract shall be deemed a waiver, express or implied, of any privilege or immunity which the United Nations may enjoy.

C/ADM 610

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC, LEOPOLDVILLE

Leopoldville 27 August 1962

To : Mr. C.Taff, Special Legal Adviser
From : J.M. Wood, Deputy Chief Accommodation Officer
Subject : Cinquantenaire

Further to our recent visit to Maitre Dufour B.P.1767, he telephoned to say that there is no-one in Leo at the moment responsible for the building and that the matter must be taken up with Maitre Ossemet on his return about the 23rd September.

Mr. Dufour suggested that we send him a note indicating the lines of our previous discussion to the effect that we would like to discuss the whole question of the ONUC personnel occupying the Cinquantenaire building in order to arrive at some firm arrangement.

If you think this suggestion is valid, perhaps you might be kind enough to draft the kind of note that you think we should send.

ROUTING SLIP

Comments for the record should not be written on this slip. REFERRAL SHEET PT.108 should be used instead.

TO: SPECIAL LEGAL ADVISER

	APPROVAL		YOUR INFORMATION
	MAY WE CONFER?		AS REQUESTED
	YOUR SIGNATURE		FOR ACTION
	NOTE AND FILE		REPLY FOR MY SIGNATURE
	NOTE AND RETURN		PREPARE DRAFT
	YOUR COMMENTS		ATTACH RELATED PAPERS

Attached please find one copy of our contract with BATA. Our letter 8858 of 23/8/62 refers.
Thank you.

DATE:
24/8/62

FROM: J. GARDELLINI
PROC BE/4

cr

C O N T R A T

ENTRE

d'une part :

l'ORGANISATION DES NATIONS UNIES AU CONGO,
représentée par M. S.H. AHMED, Chef des
Services Administratifs, ci-après dénommée
"les Nations Unies" ou "l'ONUC";

ET

d'autre part :

la Société BATA CONGOLAISE, s.c.r.l.,
Léopoldville, représentée par M. E.CHVATAL,
Directeur Général, ci-après dénommée "BATA";

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1.- BATA s'engage à réparer dans ses ateliers, les chaussures militaires et de ville du personnel militaire de l'ONUC qui lui seront confiées par l'ONUC, en accord aux termes établis ci-après :

- ce contrat est valable pour toutes les régions de la République du Congo où BATA a ses ateliers et où l'ONUC a des contingents militaires; exception faite pour le Katanga, région pour laquelle des arrangements spéciaux pourront être conclus entre les deux parties;
- il est convenu que ce contrat n'oblige pas l'ONUC à confier à BATA toutes les chaussures qui doivent être réparées, et que la livraison de chaussures pour réparation de la part de l'ONUC à tout autre atelier, ne peut être considérée comme une violation aux termes du présent contrat;
- les réparations doivent être effectuées très soigneusement par BATA.

Article 2.- Le présent contrat entrera en vigueur le 1er Janvier 1962. Il est conclu pour la période d'une année et peut être résilié avant son échéance par chacune des parties moyennant préavis d'au moins trente jours notifié par lettre recommandée, sans qu'aucune des parties n'ait le droit d'exiger une indemnité quelconque.

Article 3.- Les chaussures seront remises et reprises par l'ONUC, dans les ateliers BATA.

/ ...

Article 4.- BATA s'efforcera de maintenir un délai habituel d'une semaine pour effectuer les opérations lui incombant aux termes du présent contrat. Dans le cas où BATA ne peut délivrer les chaussures en réparation à la date convenue, pour cause de force majeure ou autre, elle devra en informer immédiatement le Chef de l'Intendance de l'ONUC.

Article 5.- Tous les quinze jours, BATA adressera au Chef du Service de l'Intendance de l'ONUC sa facture décomptée selon le tarif ci-après, exprimée en francs congolais, par paire de chaussures :

		<u>Ville</u>	<u>Lourdes</u>
Semelles entières cuir normales	FrsC	125.-	140.-
Demi-semelles cuir croupon		95.-	105.-
Semelles et talons caoutchouc Avia		170.-	180.-
Talons en cuir		40.-	45.-
Talons en caoutchouc		40.-	45.-
Bouts en cuir		30.-	35.-
Bouts en fer		15.-	15.-
Fer à cheval		-	20.-
Semelles intérieures cuir		25.-	30.-
Trépointe		45.-	45.-
Trépointe avec semelle première		65.-	65.-
Recoudre semelles		15 à 30	
Réparation doublure		15 à 30	
Recoudre empeigne		10 à 20	
Clouer semelles		10 à 20	
Clous bombés semelles complètes		30.-	

Les bons de réception certifiés et les coupons BATA de réparation seront annexés à la facture établie en cinq exemplaires. Les sommes dues seront payées en francs congolais à BATA, à son compte de banque: Banque du Congo N° 903213.

Article 6.- Trois fois par an au maximum, les deux parties pourront reviser s'il y a lieu, les prix établis à l'Article 5 ci-dessus, dans l'unique but d'effectuer les ajustements nécessaires.

Il est entendu que toute demande de revision des prix doit être justifiée par une hausse légale des salaires et/ou du matériel.

Article 7.- Au cas où il serait prouvé qu'au cours des réparations BATA aurait perdu ou abîmé des chaussures appartenant à l'ONUC, BATA devra les remplacer à ses frais.

Article 8.- Toutes contestations et litiges entre les parties, auxquels donnerait lieu l'exécution du présent contrat seront soumis, à la demande de l'une des parties, à un arbitrage d'après la procédure arbitrale de la Cour d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale.


Article 9.- Tout amendement aux articles ci-dessus sera constaté par écrit et annexé sous forme d'Avenant au présent contrat avec lequel il formera un tout au contrat.

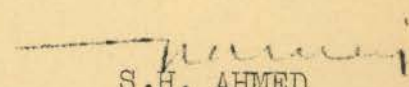
Article 10.- Le présent contrat n'implique aucune dérogation aux privilèges et immunités dont jouit l'Organisation des Nations Unies.

Fait en français à Léopoldville, le 1er Janvier 1962.

Pour la SOCIETE BATA CONGOLAISE
s.c.r.l.

Pour l'ORGANISATION DES NATIONS
UNIES AU CONGO


E. CHVATAL
Directeur Général
de BATA


S.H. AHMED
Chef des Services Administratifs
ONUC

Visas:

le Chef du Service de l'Intendance ONUC: N.G. Lanser

le Conseiller juridique Adjoint ONUC: C. Taff CT

le fonctionnaire de l'Intendance
chargé de la rédaction: D. Gardellin

Nº 8858/DG/ga

Ref.: C/ADM 520/1/27

23 August 1962

TO : Chief Audit and Inspection Services
Special Legal Adviser
FROM : Chief Procurement Officer
SUBJECT: Amendment Nº 1 to original contract with "BATA"

-
1. Attached please find draft of amendment Nº 1 to original contract with BATA (copy of which is also attached for easy reference), for repair of shoes of ONUC military personnel.
 2. The request for the increase of prices for repair is due to
a) the increase of salaries of BATA specialized personnel
b) the importation fees for leather and other items which were previously produced locally by BATA Léopoldville and held in stock by them.
 3. It is confirmed that Bata is the only firm in the Congo capable to operate for ONUC in Leopoldville, Stanleyville, Albertville and Elisabethville.
 4. Please note that amendment Nº 1 will not apply to our contract for services rendered in the Elisabethville area.
 5. Your early comments and/or approval will be appreciated.

06/ga *JK*

AVENANT N° 1

au contrat conclu entre l'ONUC et la Société BATA
pour réparation des chaussures du personnel militaire
le 1 Janvier 1962

D'un commun accord, il a été décidé de modifier, à partir du 1er
Septembre 1962, le tarif de tous les travaux de réparation de chaussures.

En conséquence, le tarif détaillé à l'article 5 du contrat original
est supprimé et remplacé par le suivant :

	<u>Ville</u>	<u>Lourd</u>
Semelles entières	150	165
Demi-semelles cuir	110	120
Semelles et talons etc. moulé	180	190
Semelles et talons etc. Avia	100	220
Talons en cuir	45	50
Talons en etc.	45	50
Bouts en cuir	35	40
Bouts en fer	20	20
Fer à cheval	-	30
Semelles intérieures cuir	30	35
Trépointe	60	60
Trépointe avec semelles premières	100	100
Recoudre semelles	15	à 30
Réparation doublure	15	à 30
Recoudre empeigne	15	à 30
Clouer semelles	10	à 20
Clous bombés		30

Toutes les autres stipulations du contrat original restent inchangées.

Fait en français à Léopoldville, le 20 Août 1962

Pour la Société BATA CONGOLAISE
S.C.R.L.

Pour l'OPERATION DES NATIONS UNIES

E. CHVATAL
Directeur Général

S.H. AHMED
Chef des Services Administratifs

VISAS ONUC:

le Conseiller Juridique Spécial: C.TAFF

le Chef du Service d'Inspection: P.C.MARTIN

le Chef du Service de l'Intendance: N.G.LANSER

OK
24 Aug 62

Nº 8794/DG/ga

Ref.: O/FIN 530/4 MIL

22 August 1962

TO : Chief Audit and Inspection Services

Special Legal Adviser

FROM *for*: Chief Procurement Officer

SUBJECT: Amendment Nº 2 to contract CON 181/61

1. Attached please find draft of amendment Nº 2 to original contract CON 181/61, for dry cleaning of uniforms of military personnel and security officers, with SOTRINCOECO.

2. The request for the increase of prices for dry cleaning is based upon the higher cost of the chemicals used in the dry cleaning process.

3. We have investigated into this matter at other local competitors with the following results :

African Pressing

Dry cleaning of trousers	Cfs	95
" " jacket	Cfs	130
" " complete suit	Cfs	225

Quick Shop

Dry cleaning of trousers	Cfs	95
" " jacket	Cfs	130
" " complete suit	Cfs	225

4. It will be appreciated if we may please receive your early comments and/or approval.



DG/ga

AVENANT N° 2

au contrat CON 181/61 pour le nettoyage à sec des uniformes
du personnel militaire et de la Sécurité de l'ONUC, conclu
le 1 Juillet 1961 entre l'ONUC et la Société des Teintureries
Congolaises (SOTEINCONGO) s.p.r.l.

D'un commun accord il a été décidé de modifier les prix du nettoyage
à compter du 1er Septembre 1962, par suite de l'augmentation du prix des
matériels de nettoyage et en application de l'Article 7 du contrat susmen-
tionné.

En conséquence, les prix indiqués à l'Article 6 (Rémunération) pour
les articles suivants sont ainsi modifiés :

Pantalon militaire et Sécurité	FSC 80.-
Pantalon & veste militaire	FSC 180.-
Veste militaire	FSC 100.-

Tous les autres prix restent inchangés.

Fait en français à Léopoldville, le 22 Août 1962.

Pour SOTEINCONGO

Pour l'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO

N.G. LANSER
Chef du Service de l'Intendance

VISAS ONUC:



21 août 1962. *CP*

ORGANISATION DES NATIONS UNIES AU CONGO

Service du Logement

Boîte Postale 7248

LEOPOLDVILLE.-

DIR/1510/VERH/Ech.

RECOMMANDEE.

Messieurs,

HABITATIONS A.M.I. - CONTRATS KO I BOULEVARD ALBERT 167
KV 6 BOULEVARD ALBERT 163
KV 22 BOULEVARD ALBERT 169

Nous nous référons à votre lettre du 31 juillet, par laquelle vous nous accusez réception des contrats KO-I, KV-6 et KV-22 et nous regrettons qu'un mois après vous les avoir transmis, nous n'ayons pas encore reçu en retour les exemplaires qui nous sont destinés.

Nous nous permettons d'insister pour que ces documents nous soient envoyés à la réception de la présente et vous en remercions.

D'autre part, nous croyons aussi devoir vous rappeler que vous n'avez pas encore régularisé vos paiements des loyers qui sont payés sur la base de 50 francs congolais pour un dollar, alors que les contrats sont rattachés à la clause dollars. Il nous serait agréable que cette question soit réglée au plus vite pour les mois de décembre 1961 à fin avril 1962, date à laquelle les nouvelles conditions rentrent en application et également sujettes au règlement au cours du marché libre.

Nous nous étonnons que vous précisiez qu'il n'est pas exact que vous nous ayez promis de libérer une de nos habitations vers le mois d'août 1962, à l'achèvement du pont BASOKO.

Cette promesse a personnellement été faite au soussigné et nous estimons qu'il est regrettable que vous éludiez la question avec autant de facilité, alors que nous vous avons en bonne et due forme signifié depuis le 17 juillet 1961 que nous avions besoin de nos habitations et que nous mettions par conséquent fin au bail qui nous lie à votre Organisation.

Pour la bonne règle, nous vous confirmons qu'il nous faut absolument pouvoir disposer de nos habitations pour loger le personnel de nos propres Sociétés et que dans ces conditions, nous vous demandons une nouvelle fois de les libérer pour fin septembre prochain.

.../...

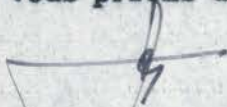
B. P. 7597, Léo I

ADR. TELEGR. « AGENMARIN » — R.C. LEO 1949

Nous avons retenu votre proposition de mettre à notre disposition, en dehors de la maison que vous aviez promis de libérer pour fin août, deux maisons que vous loueriez ailleurs. Votre suggestion pourrait nous convenir, pour autant que ces maisons soient meublées et pas trop éloignées du centre de la ville.

Nous ne doutons pas que vous examinerez l'ensemble de ces questions et que vous voudrez bien nous dire d'une manière claire et précise les dispositions que vous prendrez pour nous donner satisfaction.

Nous vous en remercions et vous prions d'agréer, Messieurs, nos salutations distinguées.


R. VERHOUSTRAETEN,
Représentant.

cc. Mr. TAFF, Conseiller Juridique
O.N.U.C. - B.P. 7248 - LEO.

cc. A.M.I. DIRAF/LEO.

cc. A.M.I. DIR.CONGO/ANVERS.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

Nº 8719/DG/ga

Ref.: C/ADM 610 Gen

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

18 August 1962

TO : Special Legal Adviser ✓
Chief Audit and Inspection Services
FROM *for* Chief Procurement Officer *M. Mydelshov*
SUBJECT: Amendment Nº 2 to contract with CENWARRAN

- 1. Attached please find for your information and file two copies of amendment Nº 2 to original contract dated 18 April 1962 with CENWARRAN.

Enclosure

AVENANT N° 2 AU CONTRAT DU 18 AVRIL 1962ENTRE

d'une part :

1° OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO
représentée par M. S.H. AHMED, Chef des
Services Administratifs de l'ONUC,
ci-après dénommée "l'ONUC" ou "les Nations
Unies";

ET

d'autre part :

la COMPAGNIE D'ENTREPOSAGE ET DE WARRANTAGE
(CENWARRAN) s.c.r.l., représentée par son
mandataire à Léopoldville, N. R. Goncalves,
ci-après dénommée "CENWARRAN";

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

1o) Le deuxième alinéa de l'article 2 c) est modifié comme suit :

Au-delà de 2.000 tonnes par mois, une charge de 2 \$ USA
sera perçue pour chaque tonne déchargée.

2o) Le premier alinéa de l'article 8 est remplacé par le suivant :

En rémunération des locations mentionnées à l'article 3 du
présent contrat, l'ONUC versera mensuellement à Cenwarran
une somme forfaitaire de 1000 dollars USA.

Fait en français à Léopoldville, le 8 Août 1962.

Pour la Compagnie d'Entreposage et :
de Warrantage CENWARRAN :

Pour l'OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO

R. Goncalves
R. GONCALVES
Mandataire

S.H. Ahmed
S.H. AHMED
Chef des Services Administratifs

VISAS: Chef du Service de l'Intendance: *[Signature]*
Conseiller Juridique Spécial: *Coff. 9 Aug. 62*
Chef du Service d'Inspection: *K. [Signature]*

Ref.: New York A/R 85/60, Contracts Committee Meeting N° 949
ONUC A/R 88/31 du 30 Juillet 1962

AVENANT N° 2 AU CONTRAT DU 18 AVRIL 1962ENTRE

d'une part :

l'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO
représentée par M. S.H. AHMED, Chef des
Services Administratifs de l'ONUC,
ci-après dénommée "l'ONUC" ou "les Nations
Unies";

ET

d'autre part :

la COMPAGNIE D'ENTREPOSAGE ET DE WARRANTAGE
(CENWARRAN) s.c.r.l., représentée par son
mandataire à Léopoldville, N. R. Goncalves,
ci-après dénommée "CENWARRAN";

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

1o) Le deuxième alinéa de l'article 2 c) est modifié comme suit :

Au-delà de 2.000 tonnes par mois, une charge de 2 \$ USA
sera perçue pour chaque tonne déchargée.

2o) Le premier alinéa de l'article 8 est remplacé par le suivant :

En rémunération des locations mentionnées à l'article 8
du présent contrat, l'ONUC versera mensuellement à Cenwarran
une somme forfaitaire de 1000 dollars USA.

Fait en français à Léopoldville, le 8 Août 1962.

Pour la Compagnie d'Entreposage et
de Warrantage CENWARRAN :Pour l'OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO*R. Goncalves*R. GONCALVES
Mandataire*S.H. Ahmed*S.H. AHMED
Chef des Services AdministratifsVISAS: Chef du Service de l'Intendance: *[Signature]*Conseiller Juridique Spécial: *Caff. 4 Aug. '62*Chef du Service d'Inspection: *K. ...*Ref.: New York A/R 85/60, Contracts Committee Meeting N° 949
ONUC A/R 88/31 du 30 Juillet 1962